

Quatre commissaires suivent les fonds européens à la trace

La manne est belle. Avec un peu plus de 274 M€ d'enveloppe attribuée à la Corse, l'île peut engager des projets dans nombre de secteurs. Sauf qu'un sou est un sou. Et qu'il faut veiller au grain. L'Europe a débarqué à Ajaccio

Qui accepte de donner de l'argent aujourd'hui, sans savoir ce qu'il devient ? Personne. Et, a fortiori, surtout pas l'Union européenne. Une institution cathédrale située très loin pour beaucoup, qui voient d'abord en L'Europe des drapeaux étoilés claquant au vent d'une immense cité-bâtisse à Bruxelles.

L'Europe est utile, l'Europe fait peur. Car nonobstant l'aide précieuse qu'elle peut apporter, elle symbolise aussi nombre d'épées de Damoclès, pour peu que l'on ne soit pas dans les chaus de ses préconisations. Surtout lorsque l'Union européenne distribue, attribue, des enveloppes sonnantes et trébuchantes. Logique dès lors que Bruxelles observe, vérifie, traque parfois. Cela s'appelle le suivi des fonds.

Depuis hier, à Ajaccio, quatre commissaires européens sont à pied d'œuvre sur le terrain insulaire.

À la clé, une délégation composée de deux hommes et deux femmes : Pierre-Emmanuel Leclerc, rapporteur général de la DG (direction générale) Regio, Mario Gerhartl, rapporteur régional de la DG emploi, Elvira Bakker et Belen Disdier Rico pour la DG agriculture. Leur mission s'ils l'acceptent, mais ça, c'est fait, s'assurer du bon déroulement de l'exécution et du financement de programmes européens. Comme ils ne font pas les choses à moitié, lorsqu'ils arrivent, c'est pour trois jours.

La piste corse

Inutile de dire qu'il faut avoir des choses concrètes à leur montrer. Et pour le coup, les quatre commissaires en ont eu... pour leur argent.

Hier, pas moins de cinq visites de projets à leur programme à Ajaccio et alentours. Dont, en matinée, l'inauguration de Corsica Sole qui ouvre la première route de mobilité solaire intelligente (voir ci-dessous). L'occasion de tailler une bavette avec des commissaires qui suivent la piste d'une île plutôt très bon élève. Échos bruxellois en direct.

"Nous effectuons une visite bi-annuelle, détaille Pierre-Emmanuel Leclerc, c'est le rythme de déplacement de la commission européenne. Notre démarche consiste à rencontrer un certain nombre d'interlocuteurs sur place, à la collectivité territoriale et à la préfecture, auxquels nous demandons de nous

indiquer l'état d'avancement des projets. Cela se fait par rapport aux appels d'offres lancés et aux montants de financements demandés à l'Europe. Les fonds qui sont alloués sont disponibles pendant une durée de sept ans et ils sont distribués selon des besoins définis au niveau des territoires. D'où la nécessité des visites sur place."

La Corse, affirme le commissaire européen, est plutôt une très bonne élève en termes de réalisation des programmes européens.

"Ici, on y attache une grande importance, c'est ce que nous constatons sur le terrain, avec une collaboration très active entre les différents acteurs et l'émergence d'une culture d'innovation. Si la Corse a plus de difficultés que d'autres car elle n'a pas le tissu industriel et les centres de recherche dont bénéficient certaines régions, elle fait incontestablement des efforts pour se mettre à niveau."

Incitation à la dépense utile

C'est également le sentiment d'Elvira Bakker. Pour elle aussi, l'île est un très bon consommateur de crédits européens.

"Si l'on prend la période précédente 2007-2013, l'on s'aperçoit qu'il y a un taux de paiement très élevé, ce qui signifie que les fonds sont utilisés. La Corse sait très bien faire en matière de programmation stratégique, dans l'économie durable, l'investissement dans le secteur agricole et le développement de services dans les zones rurales. Avec un accent mis sur les jeunes agriculteurs. Ce que l'on regarde, nous concernant, c'est bien sûr l'enveloppe mais surtout son efficacité. Le message que nous venons faire passer, c'est, en outre, d'ouvrir le territoire insulaire à ouvrir le plus rapidement possible les appels à projets."

Le commissaire Mario Gerhartl, quant à lui, met l'accent sur le rôle "humain de la commission européenne qui se concrétise à la faveur des déplacements que nous orchestrons dans les régions". Les quatre commissaires repartiront demain en direction de Bruxelles. Avec, dans leur mallette, une certitude. La Corse ne laissera pas filer la manne européenne.

Au vu des soubresauts financiers qui agitent la collectivité territoriale depuis quelques mois, il n'y a effectivement aucun intérêt à s'en passer...

ANNE-C. CHABANON



Le comité de suivi des fonds européens sur le terrain insulaire. Les quatre commissaires composant la délégation européenne ont échangé avec les élus régionaux et locaux, ainsi qu'avec les services de l'Etat. Surtout, ils ont vérifié que l'argent distribué était utilisé à bon escient.

/PHOTOS PIERRE-ANTOINE FOURNIER

Liaison électrique grâce à l'Europe

Parfois tout part d'une anecdote. Celle qui a présidé au projet porté par l'entreprise Corsica Sole et sa filiale Driveco dédiée à la mobilité électrique est savoureuse. Racontée par son président, Paul Antoniotti.

"Le jour où nous avons inauguré notre première centrale solaire à Casamozza, mes associés et moi sommes tombés en panne en remontant au village, à Pancheraccia. En attendant que l'on vienne nous dépanner avec un jerrican d'essence, on s'est dit que si nous étions capables de faire du solaire, nous étions également capables de faire cela." Cela, c'est le projet qui a été mené à bien depuis grâce à la construction d'un "parasol" constitué de 88 panneaux photovoltaïques, véritable station de recharge pour véhicules électriques ou hybrides. Ces derniers peuvent ainsi se rebooster en toute simplicité. À la clé, différents types de recharges. Rapide, 150 km d'autonomie en vingt-cinq minutes, accélérée, 150 km en une heure, enfin normale, 150 km en six heures de recharge. Facile, écologique, intelligent.

"Sur un global de plus de 2 M€, nous avons été soutenus à hauteur de 40% par les fonds européens, explique Paul Antoniotti. Je pense que dans l'avenir, beaucoup d'usagers vont se tourner vers cette nouvelle philosophie. Le cap, c'est qu'en 2020 10% du parc automobile fonctionne grâce à ce concept innovant. Car d'un point de vue tant financier qu'environnemental, il présente des atouts



Rouler à l'électrique en toute liberté, c'est possible. La preuve, avec une première entre Bastia et Ajaccio. Grâce à l'Europe.

indéniables." Démonstration à l'appui, puisque pour la première fois une voiture électrique a relié Ajaccio depuis Bastia sans besoin de recourir à autre chose que l'énergie solaire.

Il y avait du monde hier pour l'inauguration de Corsica Sole. À la clé, un

exécutif régional largement représenté et emmené par son président Gilles Simeoni. Mais aussi, la ville d' Ajaccio, la Capa, les services de l'Etat, etc. Et parmi les invités, les commissaires européens, évidemment. Qui ont applaudi des deux mains.

A.-C. C.

274,6 M€ alloués pour 2014-2020

Pour faire simple, l'Europe octroie une enveloppe pays par pays. Chacun des pays la décline ensuite régionalement au titre de programmes opérationnels, abréviation PO. Le détail des financements européens alloués à la Corse pour la programmation 2014-2020 sans contrepartie nationale se répartit de la manière suivante :

► Pour le PO Feder-FSE (Fonds européen de développement régional - fonds social européen), ce sont près de 116 M€ qui sont versés. La CTC assure le pilotage et la gestion de la stratégie. Le programme couvre les principales thématiques constituant les enjeux économiques, sociaux et environnementaux de la Corse. De la recherche et l'innovation à la cohésion sociale, en passant notamment par la compétitivité des PME, la transition numérique et énergétique, etc. Le Feder intervenant en cohérence avec les orientations du Padduc.

► PON (programme opérationnel national) FSE - Volet corse : 8,2 M€. Sous l'autorité de la Direccte, il s'agit de favoriser l'emploi en finançant des actions de formation, d'insertion et de lutte contre les discriminations.

► PON FEAMP (Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche) - Corse : 5,4 M€. Ce programme est proposé par l'Etat et l'association des régions de France promeut les filières de la pêche et de l'aquaculture. L'office de l'environnement de la Corse est l'organisme intermédiaire de ce programme.

► PDRC (programme de développement durable de la Corse - Feader (fonds européen agricole pour le développement durable) : 145 M€. Objectif : l'accompagnement des activités agricoles et rurales, dans une logique orientée vers la qualité, la protection, l'innovation et la modernisation.

A.-C. C.